

Allocution présidentielle, Olivier Haegeli

Seul l'exposé oral fait foi

Mesdames et Messieurs,

Depuis notre dernière assemblée générale, il y a une année, le monde a beaucoup changé. Il n'a pas changé en bien, malheureusement, mais est devenu plus instable et plus imprévisible.

Ainsi, le contexte géopolitique s'est fortement dégradé. Une guerre en Europe, qui devait se régler en 24 heures, s'éternise, tandis que d'autres, au Moyen-Orient, ont éclaté. Elles ont de lourdes conséquences pour l'économie mondiale, et pour nos entreprises jurassiennes en particulier. Elles perturbent les chaînes d'approvisionnement, font augmenter les prix des matières premières et de l'énergie. Elles compliquent les voyages d'affaires et plombent le commerce dans cette région du Golfe qui est un débouché de première importance pour notre industrie horlogère. De plus, toutes ces tensions poussent le franc suisse à la hausse, ce qui constitue un défi majeur supplémentaire pour nos entreprises.

Le monde a aussi changé avec le retour brutal du protectionnisme. Pour un pays ouvert comme la Suisse, ce n'est pas une bonne nouvelle. Les droits de douane imposés par les Etats-Unis, que l'on a pu espérer éphémères dans un premier temps, restreignent l'accès à ce marché essentiel, impossible à remplacer à court terme. Les taux exorbitants que nous avons subis pendant plusieurs mois ont aussi levé quelques tabous, comme celui des délocalisations de certaines de nos activités dans des pays de l'Union européenne moins durement frappés que nous. Pour l'instant, les taux ramenés à 10% après que la Cour Suprême américaine les a qualifiés d'illégaux, écartent ces risques, mais jusqu'à quand ? Les Etats-Unis nous menacent à nouveau de taux punitifs pour des pratiques commerciales soi-disant illégales. Nos autorités doivent désormais faire preuve de la plus grande fermeté avec ce partenaire commercial devenu aussi imprévisible qu'arbitraire.

Dans un récent rapport de politique économique, la Banque centrale européenne a qualifié la situation de « dangereux mélange de croissance

plus faible et d'inflation plus élevée à l'échelle mondiale ». Nos entreprises, fortement exportatrices, y font face de manière absolument remarquable, en développant des produits toujours plus innovants et en allant chercher de nouveaux marchés. C'est un combat permanent et particulièrement exigeant, que nous menons contre de puissants vents contraires. Et je comprends les dirigeants qui me disent, parfois, ressentir une forme de lassitude face à ces crises à répétition. Mais ce n'est pas dans l'ADN d'un entrepreneur, qui plus est jurassien, de se résigner !

Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, malgré une légère baisse du chômage, 111 entreprises bénéficient encore d'une autorisation de recourir aux RHT. Et les dernières statistiques d'exportations horlogères ne sont pas de nature à nous rassurer pleinement. Je salue ici la décision récente du Conseil fédéral de prolonger jusqu'en janvier 2027 la durée maximale d'indemnisation en cas de RHT à 24 mois. Cette mesure donnera un peu d'oxygène à nos entreprises en attendant des jours meilleurs.

Et s'il est vrai que la Suisse n'a que peu d'influence sur l'évolution de la situation mondiale, il nous appartient de travailler étroitement avec nos autorités pour qu'elles apportent des améliorations significatives à nos conditions-cadres nationales et régionales. Les appels pressants se multiplient pour une véritable « politique industrielle », car il y a urgence. Avec cette question fondamentale : veut-on encore, dans le futur, d'une industrie performante en Suisse ? Et si oui, qu'est-on prêt à faire pour la soutenir ?

Cette notion de « politique industrielle » donne lieu à différentes interprétations parfois contradictoires. Pour nous, les choses sont claires : nous ne demandons pas à l'Etat de nous subventionner de manière directe pour continuer à exporter nos services et produits. Ce serait contraire à nos valeurs libérales et ne ferait que mettre temporairement nos entreprises sous perfusion. De surcroît, une telle politique serait ruineuse pour nos finances publiques.

En revanche, nous attendons que l'Etat mette davantage de moyens dans toute une série de mesures ciblées visant à stimuler l'innovation et la recherche, favoriser les projets de diversification industrielle, souvent hors de portée des PME, ouvrir de nouveaux marchés. Une attention particulière doit être apportée au cadre légal et réglementaire, pour mettre fin au « swiss finish » qui pénalise nos entreprises et alourdit nos charges. Quand on voit que les dernières réformes dans la formation professionnelle découragent les entreprises à former, tant elles entraînent de nouvelle bureaucratie, c'est un comble ! Chaque jour ou presque, nous prenons connaissance de projets qui menacent d'alourdir les charges salariales ou d'augmenter la TVA. Celle-ci est

bientôt considérée comme la solution miracle pour financer le train de vie de l'Etat toujours plus dispendieux. Il faut rappeler ici que les déductions salariales et les hausses d'impôts affaiblissent la croissance et pèsent de manière disproportionnée sur les entreprises et les ménages, réduisant ainsi leur capacité d'investir et leur pouvoir d'achat.

A la CCIJ, nous ne cessons de militer pour un moratoire sur les nouvelles charges. Le Parlement jurassien a voté, en fin d'année, une résolution et une motion dans ce sens. C'est un bon signal, immédiatement tempéré par le lancement d'une initiative cantonale sur les salaires minimaux, déjà contraire au droit fédéral à peine lancée. Nous plaidons depuis des années pour des mécanismes contraignants tels que des « freins aux nouvelles réglementations » ou à tout le moins un examen rigoureux des conséquences, pour les entreprises, de toute nouvelle disposition légale. Un tel dispositif est à l'étude au sein de la Confédération et nous osons suggérer à notre jeune République de s'en inspirer.

Dans le monde que nous connaissons aujourd'hui, la sagesse voudrait aussi que l'on évite de s'administrer des autogoals. C'est pourtant ce que vient de faire le Conseil fédéral en adoptant sa nouvelle ordonnance sur le swiss made. Elle permet à un fabricant suisse d'apposer la mention « Engineered in Switzerland » sur un bien entièrement produit à l'étranger.

Le label swiss made incarne les valeurs fortes liées à notre savoir-faire de précision et de qualité.

Nous sommes actuellement en discussion avec nos partenaires économiques romands et suisses et nos élus à Berne pour voir quels seraient les moyens d'agir pour revenir en arrière et conserver son prestige et sa crédibilité à notre label suisse.

En parlant d'autogoal, l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » sur laquelle nous voterons ce week-end en est un autre exemple. La Chambre s'engage avec conviction contre ce texte, qui promet de verrouiller l'accès de la Suisse à des ressortissants étrangers pourtant nécessaires à nos entreprises et au renouvellement de notre population. Les chiffres sont têtus : la Suisse vieillit, le Jura encore davantage avec, depuis plusieurs années, plus de décès que de naissances et des taux de fécondité qui dépassent à peine les 1%. Sans l'apport de personnel étranger, qui cela dit vient quasi exclusivement des pays qui nous entourent, nous nous acheminons tout droit vers la création d'une immense maison de retraite avec personne pour s'occuper des résidents ! Nos entreprises, homes, hôpitaux, restaurants, seraient rapidement en grande difficulté. Cette initiative entraînerait de fait la résiliation de l'accord sur la libre-circulation des personnes, puisque l'accès à la Suisse ne serait plus

libre, ainsi que de tous les autres accords, en particulier Schengen et Dublin qui contribuent à notre sécurité. On s'attaque ainsi directement à nos relations avec nos voisins européens. L'Europe, aussi imparfaite soit-elle, reste notre principal partenaire. Un partenaire fiable, avec lequel nous avons tout intérêt à conserver des relations étroites et stables. Au Japon, lorsque quelqu'un mène volontairement une action qui entraîne sa propre perte ou son échec, on dit qu'il se fait « hara-kiri ». Evitons de nous faire « hara-kiri » le 14 juin et votons donc un grand NON à cette initiative néfaste !

Permettez de revenir maintenant à la politique jurassienne. En une année de présidence, année très riche et passionnante je dois le dire, j'ai pu mesurer l'importance de cultiver le dialogue avec nos autorités. Il ne sert à rien de jeter constamment des anathèmes sur l'Etat et la fonction publique. Cela ne mène nulle part, sinon à figer les fronts. Notre philosophie consiste plutôt à construire des ponts, à comprendre les mécanismes qui président aux décisions, à trouver les bons arguments et les positions équilibrées pour défendre les intérêts de nos entreprises de manière crédible.

Nous avons la chance, dans le Jura, d'avoir un Gouvernement proche, à l'écoute et, je crois pouvoir l'affirmer, conscient de ce que vivent aujourd'hui nos entreprises. Nos ambitions pour le Jura sont partagées, et nous avons confiance dans nos nouvelles autorités pour ne rien entreprendre qui nuise gravement à notre tissu économique. A défaut d'être toujours compris, nous nous sentons en tous les cas régulièrement écoutés.

La plateforme de dialogue que nous avons créée avec les élus au Parlement réunit désormais l'ensemble des groupes politiques. Ce forum nous permet d'aborder des sujets d'actualité qui, ensuite, mûrissent lors des débats politiques. Un peu comme de patients jardiniers, nous semons des graines qui ne demandent qu'à germer. Ce travail politique de fond, que notre Chambre de commerce accomplit, exige beaucoup d'abnégation, de rigueur intellectuelle, de pédagogie et aussi pas mal de diplomatie.

J'aimerais conclure ce propos sur une note un peu plus personnelle, en vous transmettant une intuition forte : je ressens aujourd'hui que le Jura se trouve à un tournant, un virage prometteur avec des autorités renouvelées, de grands projets publics-privés comme celui de nouvel hôpital dont nous parlerons tout à l'heure, et des entreprises avec un potentiel intact. Récemment, au SIAMS, j'ai senti une dynamique nouvelle, bien plus que des frémissements, un vrai mouvement vers l'avant. Malgré l'adversité, ou peut-être grâce à elle, nos entrepreneurs continuent d'innover, de pousser les murs, de créer de nouvelles opportunités d'affaires. La région réunit de telles compétences et un tel savoir-faire qu'elle ne peut que s'émanciper encore

davantage et abandonner définitivement ces qualificatifs dégradants de « périphérique » ou « provinciale ». Pendant le SIAMS, Moutier et le Jura étaient le centre du monde industriel. Soyons fiers de nos entreprises, Mesdames et Messieurs, soyons fiers de notre canton, et contribuons, tous ensemble, à le développer et à le mettre en valeur. Le Jura doit voir GRAND, mener de grands projets, ce sont les projets qui amènent les financements et pas l'inverse.

La Chambre de commerce est ce réseau de compétences et de talents qui fait la force du Jura. Chers membres, chers partenaires, je suis fier que notre institution puisse contribuer à renforcer la solidarité entre nos entreprises et qu'elle reste ce partenaire fédérateur et rassembleur dont nous avons tous besoin en ces temps troublés. Soyons certains que cette force collective constitue un atout déterminant pour notre avenir.

J'aimerais encore adresser mes chaleureux remerciements à la direction et au personnel de la CCIJ pour la qualité de leur travail et leur engagement sans faille. Avec la diversité des mandats et des tâches que notre Secrétariat accomplit, il ressemble souvent à une ruche en pleine effervescence. J'y vois beaucoup d'intensité, mais aussi une belle énergie et une grande cohésion. Bravo à toute l'équipe !

Enfin merci à vous toutes et tous, chers membres et partenaires, pour votre confiance. Nous construisons ensemble l'histoire de la Chambre, avec toujours autant de plaisir et d'enthousiasme.

Je vous remercie de votre attention.

Olivier Haegeli
Président